

R. v. MENARD

Quebec Court of Appeal Lajoie, Bélanger and Lamer JJ.A.

Heard: May 18, 1978 Judgment: July 11, 1978

Docket: Montreal No. 500-10-000313-773

Counsel: L. G. Robichaud, Q.C., for the Crown.

D. R. Lanctôt, for Respondent.

Appeal Allowed; Conviction Restored.

Lajoie J.A.:

1 Lamer J.A. expose les faits qui ont donné naissance à ce litige et la question de droit soulevée par l'appel dont nous sommes saisis.

2 Comme mon collègue, je suis d'avis qu'en regard du droit applicable et de l'interprétation qu'il faut donner à l'art. 402(1)a) du Code criminel, S.R.C. 1970, c. C-34, Serge Ménard a volontairement et illégalement causé des douleurs à des animaux, sans nécessité, et qu'il fut à bon droit déclaré coupable par le juge de la Cour des Sessions de la paix de l'infraction reprochée.

3 J'accueillerais l'appel, infirmerais le jugement de la Cour supérieure, chambre criminelle, et rétablirais la déclaration de culpabilité.

Lamer J.A. (Belanger J.A. concourant):

4 L'intimé avait été déclaré coupable par un juge des Sessions de la paix et condamné à une amende au montant de \$200 et aux frais ou, à défaut de paiement de l'amende et des frais, à un emprisonnement pour une période de 30 jours, d'avoir:

Entre le 18 avril 1976 et le 18 octobre 1976 ... illégalement et volontairement causé à des animaux, une douleur et souffrance, sans nécessité, commettant par là une infraction prévue à l'article 402-1-a du Code criminel.

5 L'intimé se pourvoyait à l'encontre de cette déclaration de culpabilité à la Cour supérieure et celle-ci, accueillant l'appel, acquittait l'accusé. C'est à l'encontre de cette décision que se pourvoit maintenant la Reine nous demandant de rétablir la décision du Juge des sessions.

6 Les moyens invoqués par l'appelante sont les suivants:

- 1) Le juge de la Cour supérieure, chambre criminelle, a erré en droit dans son interprétation des concepts de 'douleur et souffrance' énoncés à l'article 402-1-a du Code Criminel;
- 2) Le juge de la Cour supérieure, chambre criminelle, a erré en droit en prononçant que les 'douleurs et souffrances' énoncées audit article 402-1-a devaient être 'substantielles' ;
- 3) Le juge de la Cour supérieure, chambre criminelle, a erré en droit en écartant une preuve non contredite, apportée par un médecin vétérinaire;
- 4) Le juge de la Cour supérieure, chambre criminelle, a erré en droit en dans l'interprétation des concepts de 'nécessité' comme moyen de défense.

7 Compte tenu des exigences de l'art. 771 du Code criminel, et avec déférence pour toute opinion contraire, je ne considérerai parmi les moyens précités que ceux invoqués aux par. 1, 2 et 4.

8 La dénonciation est répressive de conduite prétendument prohibée par l'alinéa a) du premier paragraphe de l'art. 402 du Code criminel du Canada, qui se lit comme suit:

402. (1) Commet une infraction, quiconque

a) volontairement cause ou, s'il en est le propriétaire, volontairement permet que soit causée, à un animal ou un oiseau, une douleur, souffrance ou blessure, sans nécessité.

9 Le jugement entrepris nous informe, et j'en cite le passage pertinent, que:

La cour est d'avis que la poursuite a complètement failli à prouver, hors de tout doute raisonnable, que l'appelant avait causé aux animaux dont il est ici question, quelques douleurs ou souffrances sans nécessité, au sens de la loi et de la jurisprudence. Dans la cause de R. c. Linder, 10 C.R. 44, [1950] 1 W.W.R. 1035, 97 C.C.C. 174 (C.A. C.-B.), il est dit que le but de l'art. 542a) de l'ancien Code, depuis devenu l'art. 387(1)a) et présentement l'art. 402(1)a), est d'en faire une

offense pour une personne de causer sans nécessité quelques souffrances substantielles à un animal.

Voir la cause de Ford c. Wiley (1889), 23 Q.B.D. 203, 16 Cox C.C. 683 à la p. 689, où Coleridge J.-C. définit le terme 'abuse' tel qu'employé dans le statut comme signifiant une douleur substantielle qui est infligée à un animal et le mot "unnecessary" comme étant infligée sans nécessité. Dans la même cause Hawkins J. à la p. 695 avait

dit que deux éléments doivent être prouvés: premièrement, qu'une douleur et souffrance ont été effectivement infligées et deuxièmement, que ceci a été fait sans nécessité ou raison valable, c'est-à-dire 'without good reason'. Grove J. (Lindley J. étant du même avis) dans la cause de Swan c. Saunders (1881), 14 Cox C.C. 566 à la p. 570, définit ces termes comme suit: 'unnecessary ill-usage by which the animal substantially suffers'.

(Souligné par moi-même.) De ce passage du jugement il nous apparaît amplement clair que le savant juge de la Cour supérieure interprétait le sens des mots "douleur, souffrance ou blessure, sans nécessité" en appliquant les définitions et les normes que l'on retrouve dans les causes de R. c. Linder, supra, Ford c. Wiley, supra, et Swan c. Saunders, supra, pour définir les mots "cruelty" et "abuse", expressions que l'on retrouve dans les textes d'incrimination sur lesquels ces causes se fondaient. Le texte qu'interprétaient, dans la cause de Linder, les juges de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique se lisait comme suit (S.R.C. 1927, c. 36, art. 542a) [modifié par 1935, c. 56, art. 10; 1938, c. 44, art. 35]:

542. Est coupable ... [celui] qui:

a) bat, attache, maltraite, tourmente, surmène, torture ou abandonne dans la détresse inutilement, cruellement ou sans nécessité ...

10 Version anglaise:

542. Every one is guilty ... who

(a) wantonly, cruelly, or unnecessarily beats, binds, ill-treats, abuses, overdrives, tortures or abandons in distress ...

(Souligné par moi-même.) Voici ce qu'ils en disaient (à la p. 46):

In my opinion the intent of the section is to make it an offence to cause unnecessarily substantial suffering to any animal.

Support is to be found for this conclusion in the following decisions under 12 & 13 Vict., c. 92. In Ford v. Wiley [supra], at p. 689, Coleridge C.J. defined the term 'abuse' as used in that statute to mean 'substantial pain inflicted upon it' and 'unnecessary' as 'inflicted without necessity'. In the same case Hawkins J. at p. 695 said two things must be proved: First, that pain and suffering has been inflicted in fact, and, secondly, without necessity or, in other words, without good reason. Grove J. (Lindley J. concurring) in Swan v. Saunders [supra], at p. 570, defined these terms as 'unnecessary ill-usage by which the animal substantially suffers'.

11 Il est exact de dire que ce texte ressemblait de beaucoup aux différents textes que l'on retrouvait en Grande-Bretagne, et ce plus particulièrement à l'époque où les causes, auxquelles s'en référaient les juges dans Linder, furent entendues, savoir [An Act for the more effectual Prevention of Cruelty to Animals, 1889 (Imp.), c. 92, s. 2]:

... if any Person shall, from and after the passing of this Act cruelly beat, ill-treat, over-drive, abuse, or torture, or cause or procure to be cruelly beaten, ill-treated, over-driven, abused, or tortured, any Animal, every such Offender shall for every such Offence forfeit and pay a Penalty not exceeding five Pounds.

12 Dans *Ford c. Wiley* lord Coleridge J.-C., commentant le texte d'incrimination, s'exprimait ainsi (aux pp. 210 et 211):

The charge is one under 12 & 13 Vict. c. 92, s. 2. The important words of which are 'cruelly abuse or torture' ...

Now it is important to settle in one's mind, so far as it can be settled, clearly what is cruelty, and what is cruelly to abuse or torture an animal within the meaning of the statute. The mere infliction of pain, even if extreme pain, is manifestly not by itself sufficient ...

Abuse of the animal means substantial pain inflicted upon it, and unnecessary means that it is inflicted without necessity.

13 Dans la même cause *Hawkins J.*, commentant le mot "cruelly" du texte d'incrimination que l'on retrouve d'ailleurs dans ceux des causes de *Budge c. Parsons* (1863), 3 B. & S. 382, 122 E.R. 145, et *Swan c. Saunders*, disait [à la p. 218]:

In construing this section, I am of opinion that the word 'cruelly' runs through and governs the whole sentence, and that to bring a person within the operation of that section he must be proved to have cruelly committed the act charged against him.

Now what is the meaning of the expression 'cruelly'?

In *Budge v. Parsons* [supra] *Wightman, J.*, said, 'the cruelty intended by the statute is the unnecessary abuse of the animal.' In *Swan v. Saunders* [supra] *Grove, J.*, says it means 'unnecessary ill-usage by which the animal substantially suffers.' In *Webster's Dictionary* it is defined to be 'an act which causes extreme suffering without good reason.'

To my mind, it is immaterial for the purposes of the present case which of these definitions is adopted — either is sufficient to dispose of it.

To support a conviction then, two things must be proved — first, that pain or suffering has been inflicted in fact. Secondly that it was inflicted cruelly, that is, without necessity, or, in other words, without good reason.

Et plus loin à la p. 219:

In each case, however, the beneficial or useful end sought to be attained must be reasonably proportionate to the extent of the suffering caused, and in no case can

substantial suffering be inflicted, unless necessity for its infliction can reasonably be said to exist.

14 Je ne crois pas que Hawkins J. ait énoncé tout à fait la même norme que son juge en chef. Celui-ci quantifie la douleur de façon isolée alors que Hawkins J. ne mesure la douleur qu'en fonction de sa nécessité. Certains passages de ses remarques peuvent donner l'impression contraire mais on notera qu'il s'agit alors de commentaires qui ont trait à la cause qui leur était soumise où, en l'espèce, les douleurs étaient pour le moins "substantielles".

15 Quoi qu'il en soit, la ressemblance entre notre Code criminel de 1950 et les textes impériaux du temps de lord Coleridge J.-C. justifiait, il me semble, l'application des normes précitées au cas de Linder. Que j'eusse à leur place préféré dès lors la norme flexible suggérée par Hawkins J. à celle de lord Coleridge J.-C. serait sans importance si ce n'était du fait que, à mon humble avis, le législateur par son amendement de 1953-54, c. 51, nous en disait autant. Je m'empresse d'ajouter que dans Linder les juges en tenant compte du texte d'incrimination qu'ils appliquaient étaient amplement autorisés à l'interpréter dans le sens qu'ils l'ont fait et que rien ne nous permet de conclure qu'ils auraient, l'occasion leur en ayant été fournie, choisi et appliqué la même norme.

16 Depuis le Code de 1953-54, est réprimée la "douleur, souffrance ou blessure" qui est causée sans que cela soit nécessaire. Bien sûr le législateur n'a pas voulu, tout comme dans les cas d'assaut chez les humains d'ailleurs, réprimer par le droit pénal le fait de causer à un animal la moindre des incommodités physiques et c'est dans cette mesure, mais pas davantage, que l'on peut parler de quantification. Hormis ces cas, cependant, la quantification de la douleur n'est d'aucune importance en soi, dès qu'elle est infligée volontairement, au sens de l'art. 386(1) du Code criminel, qu'elle était sans nécessité en vertu de l'art. 402(1)a) et sans justification, excuse légale ou apparence de droit au sens de l'art. 386(2).

17 Sans importance en soi, la mesure de la souffrance retrouve par contre sa place dans l'appréciation de la "nécessité". Il est parfois nécessaire de faire

souffrir un animal pour son propre bien ou encore pour sauver une vie humaine. Certaines expériences, hélas, inévitablement fort douloureuses pour l'animal s'avèrent nécessaires pour découvrir ou éprouver des remèdes qui sauveront quantité de vies humaines. L'article 402(1)a) ne réprime pas ces incidents tout en condamnant par contre celui qui laissera, sans eau et sans nourriture pendant quelques jours, à titre d'exemple, un chien ou un cheval, par insouciance ou négligence ou pour des raisons de lucre ou encore pour s'éviter les frais d'un placement temporaire, quand bien même ceux-ci souffriraient de beaucoup moins que certains animaux-cobayes. Tout est donc dans les circonstances, la quantification de la souffrance n'étant qu'un des facteurs d'appréciation de ce qui est, en fin de compte, nécessaire.

18 J'ose croire que nous nous sommes donné en 1953-54 une norme qui se voulait plus sensible au lot que nous réservons hélas trop souvent à nos animaux tout en nous prémunissant contre le danger de confondre la sensibilité avec la sensiblerie. Une lecture des art. 386(1) et 400 à 403 nous permet de déceler une politique législative qui veut reconnaître la protection des animaux en fonction de la place qui leur revient dans la hiérarchie de notre "monde" et des responsabilités que nous nous imposons comme "maîtres" de ceux-ci.

19 L'animal occupe au sein de la hiérarchie de notre planète une place qui, si elle ne lui confère pas des droits, du moins nous incite, en tant qu'animaux qui se veulent raisonnables, à nous imposer à nous-mêmes un comportement qui reflétera dans nos rapports avec ceux-ci les vertus que l'on cherche à promouvoir dans nos rapports entre humains. Par contre, l'animal est inférieur à l'homme, prend place au sein d'une hiérarchie à même celle des animaux, et somme toute fait partie de la nature avec toutes ses sélections "raciales et naturelles". L'animal est subordonné à la nature et à l'homme. Il sera souvent dans l'intérêt de l'homme de tuer et de mutiler les animaux sauvages ou domestiques, de les asservir et, à cette fin, de les dompter avec tout ce que cela peut comporter de pénible pour eux et, s'ils sont trop vieux, ou trop nombreux, ou abandonnés, de les tuer. C'est pourquoi, en normalisant le comportement des hommes envers les animaux, nous avons voulu tenir compte de notre position privilégiée dans la nature et avons dû tenir compte au départ de la fin recherchée. Nous avons de plus voulu soumettre tout comportement, qui serait déjà légitimé par sa fin, au test des "moyens employés". Ainsi l'alinéa a) de l'art. 402(1) est non seulement de portée générale mais normalise le comportement humain sous ces deux aspects: la fin et les moyens. Alors que les art. 400 et 401 ont été édictés pour la répression des atteintes aux droits du propriétaire de certains animaux, l'art. 402 l'a été pour la protection des animaux eux-mêmes, y compris ceux qui, par le biais des intérêts de leur propriétaire, le sont en partie par les art. 400 et 401.

20 Il faudra donc comprendre l'expression "sans nécessité" tant en fonction de la fin recherchée que des moyens employés, et que de plus fin et moyens sont,

dans la détermination de ce qui est nécessaire, en état de rapport. Je suis tenté de croire que le législateur a voulu, en édictant en 1953-54 l'art. 402 dans sa forme actuelle, reprendre à son compte et en faire la norme celle que suggérait Hawkins J. dans Ford c. Wiley, lorsqu'il disait [à la p. 220]:

I have said enough to indicate my views, namely, that the legality of a painful operation must be governed by the necessity for it, and even where a desirable and legitimate object is sought to be attained, the magnitude of the operation and the pain caused thereby must not so far outbalance the importance of the end as to make it clear to any reasonable person that it is preferable the object should be abandoned rather than that disproportionate suffering should be inflicted.

21 Ainsi les hommes par la règle de l'art. 402(1)a) ne renoncent pas au droit que leur confère leur place de créature suprême de mettre l'animal à leur service pour satisfaire à leurs besoins, mais s'imposent une règle de civilisation par laquelle ils renoncent à, réprouvent et répriment toute infliction de douleurs, souffrances, ou de blessures aux animaux qui, tout en ayant lieu d'abord dans la poursuite d'une fin légitime, ne se justifie pas par le choix des moyens employés. "Sans nécessité" ne veut pas dire que l'homme doive, lorsque la chose est susceptible de causer de la douleur à un animal, s'en abstenir à moins que ce soit nécessaire, mais veut dire que l'homme dans la poursuite de ses fins d'être supérieur, dans la poursuite de son bien-être, se doit de n'infliger aux animaux que celles des douleurs, souffrances ou blessures qui sont inévitables, compte tenu de la fin recherchée et des circonstances en l'espèce. En effet, même s'il n'est pas nécessaire à l'homme de manger de la viande et qu'il pourrait, comme plusieurs le font d'ailleurs, s'en abstenir, c'est son privilège d'homme d'en manger.

22 Considérée en fonction de la fin recherchée, l'expression "sans nécessité" doit s'interpréter en tenant compte de la situation privilégiée qu'occupe l'homme dans la nature.

23 Considérée en fonction des moyens par lesquels on recherche la fin qui se justifie, l'expression "sans nécessité" tiendra compte de toutes les circonstances en l'espèce dont d'abord la fin elle-même, les priorités sociales, les moyens disponibles et leur accessibilité, etc. On ne tue pas un boeuf de la même façon que l'on tue un cochon. On ne peut consacrer à l'euthanasie des animaux des sommes im portantes d'argent en ne tenant pas compte des priorités sociales. N'est pas nécessaire la souffrance que l'on peut raisonnablement éviter à l'animal. A mon avis, le législateur nous a défini en 1953-54 "la cruauté" comme étant dorénavant l'acte de causer (en l'espèce) à un animal une blessure, douleur ou souffrance que l'on aurait pu lui éviter compte tenu de la fin recherchée et des moyens employés.

24 A mon humble avis le juge de la Cour supérieure n'a pas appliqué la norme édictée par l'art. 402(1)a), ce qui constitue une erreur de droit qui nous permet de conclure que, n'eût été de celle-ci, la décision du juge aurait pu être autre, et, partant, nous autorise à procéder à l'appréciation des faits de la cause

25 Les faits sont relativement simples. L'intimé exploite un commerce sous le nom de "Contrôle Sanitaire des Animaux Enreg." dont la place d'affaires est située au 780 de la rue St-Georges à Longueuil. L'intimé, Monsieur Ménard, s'occupe des animaux trouvés morts dans les endroits publics, capture ceux qui sont trouvés errants au sens du règlement municipal et s'occupe de les occire s'ils ne sont pas réclamés dans les trois jours. A cette fin l'intimé procède par la méthode d'ingestion forcée de monoxide de carbone. Les animaux sont placés dans une petite chambre métallique de cinq pieds de long sur quatre pieds de large et haute d'un peu moins de trois pieds. Cette chambre, étanche, est reliée par un tuyau de 64 pouces de long à un moteur à quatre temps de six cylindres de marque General Motors.

26 De l'ensemble des témoignages il appert que les chiens meurent rapidement, soit deux minutes ou un peu plus selon la grosseur de l'animal après la mise en marche du moteur. Bien que les témoignages soient sous bien des aspects imprécis ou incomplets je suis satisfait que quelle que soit la grosseur de l'animal, la perte de connaissance ne se situera qu'après une ingestion de monoxyde de carbone pendant au moins 30 secondes.

27 Le docteur Paul Marois fut entendu comme témoin expert. Il est médecin vétérinaire microbiologiste, professeur de virologie, et a étudié de façon comparative les différentes méthodes euthanasiques. De son témoignage je retiens principalement qu'à son avis le système d'euthanasie employé par l'intimé aurait dû normalement causer des douleurs, des souffrances et même des brûlures aux animaux. Il nous explique que la chaleur que dégage un moteur à combustion est intense, qu'elle brûle les muqueuses et que les particules de carbone brûlent les voies respiratoires des animaux. Il nous dit que la meilleure méthode d'euthanasie, si l'on ne tient compte que de la douleur, est encore par injection d'anesthésique mais ajoute que celle-ci ne vaudrait que pour de petites quantités d'animaux compte tenu des coûts par trop élevés pour ceux qui s'en serviraient de façon régulière. Il nous informe que fut mis au point au Canada, et maintenant adopté aux Etats-Unis, un système de refroidissement et de filtration du gaz par une colonne d'eau qui élimine totalement les particules de carbone et qui abaisse la température du gaz à un niveau tolérable pour les animaux. Il ajoute que ce système est relativement simple à installer et que son coût n'est pas prohibitif sans cependant nous offrir de précisions. Par un autre témoin nous savons que l'intimé fut mis au courant de ces données et de ces faits et averti de l'éventualité de poursuites s'il refusait de modifier son système en conséquence.

28 Appliquant aux faits de la cause les normes qu'édicte les dispositions de l'art. 402(1)a) j'en viens à la conclusion que l'euthanasie des chiens errants et non

réclamés ou encore à la demande de leur propriétaire est justifiée et que cette activité ne saurait être réprimée pour cause d'illégitimité de sa fin. Reste maintenant à juger des moyens employés. Je n'ai aucune hésitation à conclure que pendant au moins 30 secondes les animaux occis par l'intimé souffrent de façon certaine.

29 L'intimé, commerçant en euthanasie des animaux, aurait pu facilement, à un coût raisonnable, s'équiper de façon à ce que les animaux à occire ne soient pas soumis aux douleurs, souffrances et blessures qu'entraîne nécessairement la méthode qu'il employait.

30 L'intimé a donc, au sens de l'art. 386(1), volontairement causé à des animaux des douleurs, souffrances ou blessures. Je suis de plus d'opinion que celles-ci n'étaient pas inévitables compte tenu de la fin recherchée et des moyens raisonnablement disponibles.

31 J'accueillerais donc l'appel, et déclarerais l'accusé coupable de l'infraction reprochée.

Lajoie J.A translation :

32 Lamer J.A. sets forth the facts which have given rise to this litigation and the question of law raised by the appeal of which we are seized.

33 Like my colleague, I am of the opinion that having regard to the applicable law and the interpretation that must be given to s. 402(1)(a) of the Criminal Code, R.S.C. 1970, c. C-34, Serge Ménard has wilfully and illegally caused unnecessary pain to animals and that he was correctly declared by the judge of the Court of the Sessions of the Peace guilty of the offence charged. I would allow the appeal, set aside the judgment of the Superior Court, Criminal Side, and restore the verdict of guilty.

Lamer J.A. (Belanger J.A. concurring):

34 The respondent was found guilty by a judge of the Sessions of the Peace and condemned to pay a fine of \$200 and costs or, in default of payment of the fine and costs, to imprisonment for a period of 30 days, on a charge that he did:

Between April 18, 1976 and October 18, 1976 ... illegally and wilfully cause unnecessary pain and suffering to animals, thereby committing an offence contrary to Section 402(1)(a) of the Criminal Code.

35 The respondent appealed from this verdict of guilty to the Superior Court and the latter, allowing the appeal, acquitted the accused. It is from that decision that the Crown now appeals, seeking to reinstate the decision of the judge of sessions.

36 The reasons argued by appellant are as follows:

(1) The Judge of the Superior Court, Criminal Division, erred in law in his interpretation of the concept of 'pain and suffering' set forth in Section 402(1)(a) of the Criminal Code.

(2) The Judge of the Superior Court, Criminal Division, erred in law in finding that the 'pain and suffering' set forth in the said Section 402(1)(a) must be 'substantial' ;

(3) The Judge of the Superior Court, Criminal Division, erred in law in setting aside uncontradicted evidence given by a veterinary doctor;

(4) The Judge of the Superior Court, Criminal Division, erred in law in the interpretation of the concept of 'necessity' as a ground of defence.

37 Having regard to the requirements of s. 771 of the Criminal Code, R.S.C. 1970, c. C-34, and with deference to any contrary opinion, I shall consider among the foregoing grounds only those set forth in paras. 1, 2 and 4.

38 The charge is in reaction to alleged conduct forbidden by para. (a) of the first subsection of s. 402 of the Criminal Code of Canada, which reads as follows:

402. (1) Every one commits an offence who

(a) wilfully causes or, being the owner, wilfully permits to be caused unnecessary pain, suffering or injury to an animal or bird

39 The judgment in appeal informs us, and I quote the relevant passage, that:

The court is of the opinion that the prosecution has completely failed to prove, beyond any reasonable doubt, that the appellant had caused to the animals in question any pain or suffering without necessity, within the meaning of the law and of the jurisprudence. In the case of *R. v. Linder*, 10 C.R. 44, [1950] 1 W.W.R. 1035, 97 C.C.C. 174 (B.C. C.A.), it is stated that the object of s. 542(a) of the former Code, which later became s. 387(1)(a) and is now s. 402(1)(a), is to declare that it is an offence for a person to cause without necessity any substantial suffering to an animal.

See the case of *Ford v. Wiley* (1889), 23 Q.B.D. 203, 16 Cox C.C. 683 at 689; Coleridge C.J. defined the term 'abuse' as used in the statute as meaning a substantial pain which is inflicted on an animal and the word 'unnecessary' as being inflicted without necessity. In the same case Hawkins J. at p. 695 had declared that two elements must be proven: first, that pain and suffering have effectively been inflicted and, second, that this has been done without necessity or valid reason, that is, 'without good reason'. Grove J. (Lindley J. being of the same

opinion) in the case of *Swan v. Saunders* (1881), 14 Cox C.C. 566 at 570, defined these terms as follows:

unnecessary ill-usage by which the animal substantially suffers.

This passage of the judgment clearly illustrates that the learned judge of the Superior Court interpreted the meaning of the words "pain, suffering or injury, without necessity" by applying the definitions and the standards that are found in the cases of *R. v. Linder*, supra, *Ford v. Wiley*, supra, and *Swan v. Saunders*, supra, to define the words "cruelty" and "abuse", expressions that are found in the texts of law on which those cases are based. In the case of *Linder*, the text that the judges of the Court of Appeal of British Columbia were interpreting read as follows (R.S.C. 1927, c. 36, s. 542(a) [am. 1935, c. 56, s. 10; 1938, c. 44, s. 35]):

542. Est coupable ... [celui] qui:

a) bat, attache, maltraite, tourmente, surmène, torture ou abandonne dans la détresse inutilement, cruellement ou sans nécessité ...

40 English version:

542. Every one is guilty ... who

(a) wantonly, cruelly, or unnecessarily beats, binds, ill-treats, abuses, overdrives, tortures or abandons in distress ...

Of this text, the judges stated as follows (p. 46):

In my opinion the intent of the section is to make it an offence to cause unnecessarily substantial suffering to any animal.

Support is to be found for this conclusion in the following decisions under 12 & 13 Vict., c. 92. In *Ford v. Wiley* [supra], at p. 689, Coleridge C.J. defined the term 'abuse' as used in that statute to mean 'substantial pain inflicted upon it' and 'unnecessary' as 'inflicted without necessity'. In the same case Hawkins J. at p. 695 said two things must be proved: First, that pain and suffering has been inflicted in fact, and, secondly, without necessity or, in other words, without good reason. Grove J. (Lindley J. concurring) in *Swan v. Saunders* [supra], at p. 570, defined these terms as 'unnecessary ill-usage by which the animal substantially suffers'.

41 It is correct to say that this text resembled closely the different texts that existed in Great Britain, and this more particularly at the time when the cases referred to by the judges in the *Linder* case were heard, namely [An Act for the more effectual Prevention of Cruelty to Animals, 1889 (Imp.), c. 92, s. 2]:

... if any Person shall, from and after the passing of this Act cruelly beat, ill-treat,

over-drive, abuse, or torture, or cause or procure to be cruelly beaten, ill-treated, over-driven, abused, or tortured, any Animal, every such Offender shall for every such Offence forfeit and pay a Penalty not exceeding Five Pounds.

42 In *Ford v. Wiley* Lord Coleridge C.J., commenting on the section under consideration, expressed himself as follows (at pp. 210 and 211):

The charge is one under 12 & 13 Vict. c. 92, s. 2. The important words of which are 'cruelly abuse or torture' ...

Now it is important to settle in one's mind, so far as it can be settled, clearly what is cruelty, and what is cruelly to abuse or torture an animal within the meaning of the statute. The mere infliction of pain, even if extreme pain, is manifestly not by itself sufficient ...

Abuse of the animal means substantial pain inflicted upon it, and unnecessary means that it is inflicted without necessity.

43 In the same case, Hawkins J., commenting on the word “cruelly” in the section, which, by the way, is also to be found in the sections governing the prosecutions in the cases of *Budge v. Parsons* (1863), 3 B. & S. 382, 122 E.R. 145, and *Swan v. Sanders*, said [p. 218]:

In construing this section, I am of opinion that the word ‘cruelly’ runs through and governs the whole sentence, and that to bring a person within the operation of that section he must be proved to have cruelly committed the act charged against him.

Now what is the meaning of the expression ‘cruelly’?

In *Budge v. Parsons* [supra] Wightman, J., said, ‘the cruelty intended by the statute is the unnecessary abuse of the animal.’ In *Swan v. Saunders* [supra] Grove, J., says it means ‘unnecessary ill-usage by which the animal substantially suffers.’ In Webster’s Dictionary it is defined to be ‘an act which causes extreme suffering without good reason’.

To my mind it is immaterial for the purposes of the present case which of these definitions is adopted — either is sufficient to dispose of it.

To support a conviction then, two things must be proved — first, that pain or suffering has been inflicted in fact. Secondly, that it was inflicted cruelly, that is, without necessity, or, in other words, without good reason.

And later, at p. 219:

In each case, however, the beneficial or useful end sought to be attained must be reasonably proportionate to the extent of the suffering caused, and in no case can substantial suffering be inflicted, unless necessity for its infliction can reasonably be said to exist.

44 I do not believe that Hawkins J. expressed precisely the same standard as did his chief justice. The latter quantifies the pain in an isolated fashion, whereas Hawkins J. measured the pain only in relation to necessity. Certain passages of his remarks may give a contrary impression, but these, it is to be noted, relate to comments on the case which was submitted to them in which, in that particular instance, the pain was at the very least “substantial”.

45 However that may be, the resemblance between our Criminal Code of 1950 and the Imperial texts at the time of Lord Coleridge C.J. justified, it seems to me, the application of the above criterion in the *Linder* case. That I would already have preferred, had I been in the place of the judges of the British Columbia Court of Appeal, the more flexible standard suggested by Hawkins J. to that of Lord Coleridge

C.J. would be without significance were it not for the fact that, in my respectful opinion, the legislator, by his amendment of 1953-54 (Can.), c. 51, instructed us to that effect. I hasten to add that in Linder the judges, when taking into account the section which they were applying, were fully authorized to interpret it in the way in which they did, and that nothing leads us to conclude that they would have chosen and applied the same standard had the situation presented to them been different.

46 Since the coming into force of the Canadian Criminal Code of 1953-54, it is forbidden to cause “pain, suffering or injury” without its being necessary. Certainly, the legislator did not intend, as in cases of assault among human beings, to forbid through criminalization the causing to an animal of the least physical discomfort and it is to this extent, but no more, that one may speak of quantification. With the exception of these cases, however, the amount of pain is of no importance in itself from the moment it is inflicted wilfully, within the meaning of s. 386(1) of the Criminal Code, if it was done without necessity according to s. 402(1)(a) and without justification, legal excuse or colour of right within the meaning of s. 386(2).

47 Without importance in itself, the extent of the suffering finds its place, on the other hand, in the appreciation of the “necessity”. It is sometimes necessary to make an animal suffer for its own good or again to save a human life. Certain experiments, alas, inevitably very painful for the animal, prove necessary to discover or test remedies which will save a great number of human lives. Section 402(1)(a) does not prohibit these incidents, but at the same time condemns the person who, for example, will leave a dog or a horse without water and without food for a few days, through carelessness or negligence or for reasons of profit or again in order to avoid the costs of a temporary board and lodging, notwithstanding that these animals would suffer much less than certain animals used as guinea pigs. Everything is therefore according to the circumstances, the quantification of the suffering being only one of the factors in the appreciation of what is, in the final analysis, necessary.

48 I dare to believe that we were given in 1953-54 a norm which was intended to be more sensitive to the lot which we reserve alas all too often to our animals while at the same time guarding us against the danger of confusing compassion with sentimentality. A reading of ss. 386(1) and 400 to 403 reveals a legislative policy which seeks to recognize the protection of animals in accordance with the place which is theirs in the hierarchy of our “world” and the responsibilities that we impose on ourselves as their “masters”.

49 Within the hierarchy of our planet the animal occupies a place which, if it does not give rights to the animal, at least prompts us, being animals who claim to be rational beings, to impose on ourselves behaviour which will reflect in our relations with them those virtues we seek to promote in our relations among humans. On the other hand, the animal is inferior to man and takes its place within a hierarchy which is the hierarchy of the animals, and above all is a part of nature with all its “racial and natural” selections. The animal is subordinate to nature and to man. It will often be in the interests of man to kill and mutilate wild or domestic animals, to

subjugate them and, to this end, to tame them with all the painful consequences this may entail for them and, if they are too old or too numerous or abandoned, to kill them. This is why, in setting standards for the behaviour of men towards animals, we have taken into account our privileged position in nature and have been obliged to take into account at the outset the purpose sought. We have, moreover, wished to subject all behaviour, which would already be legalized by its purpose, to the test of the “means employed”. Thus, para. (a) of s. 402(1) is not only of general application, but normalizes human behaviour from these two points of view: the purpose and the means. While ss. 400 and 401 have been enacted to condemn interference with the rights of the owners of certain animals, s. 402 was enacted for the protection of the animals themselves, including those, who through the interests of their owners, are protected in part by ss. 400 and 401.

50 One should therefore understand the expression “without necessity” as much in relation to the purpose sought as to the means employed, and that moreover purpose and means be, in the determination of what is necessary, in relation to each other. I am inclined to believe that the legislator intended, when enacting in 1953-54 s. 402 in its present form, to adopt as his own and establish as the standard that suggested by Hawkins J. in *Ford v. Wiley*, when he said [p. 220]:

I have said enough to indicate my views, namely, that the legality of a painful operation must be governed by the necessity for it, and even where a desirable and legitimate object is sought to be attained, the magnitude of the operation and the pain caused thereby must not so far outbalance the importance of the end as to make it clear to any reasonable person that it is preferable the object should be abandoned rather than that disproportionate suffering should be inflicted.

51 Thus men, by the rule of s. 402(1)(a), do not renounce the right given to them by their position as supreme creatures to put animals at their service to satisfy their needs, but impose on themselves a rule of civilization by which they renounce, condemn and repress all infliction of pain, suffering or injury on animals which, while taking place in the pursuit of a legitimate purpose, is not justified by the choice of means employed. “Without necessity” does not mean that man, when a thing is susceptible of causing pain to an animal, must abstain unless it be necessary, but means that man in the pursuit of his purposes as a superior being, in the pursuit of his well-being, is obliged not to inflict on animals pain, suffering or injury which is not inevitable taking into account the purpose sought and the circumstances of the particular case. In effect, even if it not be necessary for man to eat meat and if he could abstain from doing so, as many in fact do, it is the privilege of man to eat it.

52 Considered in terms of the purpose sought the expression “without necessity” must be interpreted taking into account the privileged position which man occupies in nature.

53 Considered in terms of the means by which one seeks the purpose which is justified, the expression “without necessity” takes into consideration all the

circumstances of the particular case including first the purpose itself, the social priorities, the means available and their accessibility, etc. One does not kill a steer in the same way that one kills a pig. One cannot devote to the euthanasia of animals large sums of money without taking into account social priorities. Suffering which one may reasonably avoid for an animal is not necessary. In my opinion, in 1953-54 the legislator defined "cruelty" for us as being from that time forward the act of causing (in the case in issue) to an animal injury, pain or suffering that could have been reasonably avoided, taking into account the purpose and the means employed.

54 In my respectful view, the judge of the Superior Court did not apply the standard set out in s. 402(1)(a), which constitutes an error in law permitting us to conclude that, had it not been for this, the decision of the judge might have been otherwise and, consequently, authorizes us to proceed to the appreciation of the facts of the case.

55 The facts are relatively simple. The respondent carries on a business under the name "Contrôle Sanitaire des Animaux Enreg." whose place of business is situated at 780 St. Georges Street in Longueuil. The respondent, Mr. Ménard, takes care of animals found dead in public places, captures those which are found straying within the meaning of the municipal by-law and is engaged in killing those which are not claimed within three days. For this purpose the respondent

uses the method of forced ingestion of carbon monoxide. The animals are placed in a small metallic chamber five feet in length by four feet in width and of a height of a little less than three feet. This chamber, air-tight, is connected by a tube 64 inches long to a four-stroke, six-cylinder motor, General Motors brand.

56 From the whole of the evidence it appears that the dogs die rapidly, that is to say, two minutes or a little longer, according to the size of the animal, after the start-up of the motor. Although the evidence is in many respects imprecise or incomplete, I am satisfied that whatever the size of the animal, loss of consciousness does not take place for at least 30 seconds, until after the ingestion of carbon monoxide.

57 Dr. Paul Marois was heard as an expert witness. He is a veterinary doctor, a microbiologist, professor of virology and has studied in a comparative fashion different methods of euthanasia. From his evidence I retain principally that in his opinion the system of euthanasia used by the respondent would normally have caused pain, suffering and even burns to the animals. He explains to us that the heat released by a combustion engine is intense, that it burns the mucous membranes and that particles of carbon burn the respiratory tracts of the animals. He tells us that the best method of euthanasia, if one considers only pain, is still by injection of an anaesthetic, but he adds that the latter is only worthwhile for small numbers of animals, taking into account the costs which are far too high for those who use the method regularly. He informs us that there has been perfected in Canada, and now adopted in the United States, a system of cooling and filtration of the gas by a column of water which totally eliminates the particles of carbon and which lowers

the temperature of the gas to a level tolerable for the animals. He adds that his system is relatively simple to install and that its cost is not prohibitive without, however, giving us any details. By another witness we know that the respondent was advised of these data and facts and was notified of the possibility of prosecution if he refused to modify his system accordingly.

58 Applying to the facts of this case the standards set out by the provisions of s. 402(1)(a), I have come to the conclusion that the euthanasia of stray and unclaimed dogs, or of dogs at the request of their owner, is justified and that this activity cannot be condemned by reason of the illegality of its purpose. It remains now to judge the means employed. I have no hesitation in concluding that during at least 30 seconds the animals killed by the respondent definitely suffered.

59 The respondent, engaged in the business of euthanasia of animals, could easily and at reasonable cost have equipped himself so that the animals to be killed need not be subjected to the pain, suffering and injuries that the method which he used necessarily involved.

60 The respondent has, therefore, within the meaning of s. 386(1), wilfully

caused to animals pain, suffering or injuries. I am, moreover, of the opinion that the latter were not inevitable taking into account the purpose sought and the means reasonably available.

61 I would therefore allow the appeal and would declare the accused guilty of the offence charged.

Appeal allowed; conviction restored.